



Jeunes & Régionales 2019

Débat sur l'environnement

avec

Hannelore Goeman (sp.a)

Magali Plovie (Ecolo)

Gilles Verstraeten (Groen !)

Stéphanie Dhaenens (Inter-Environnement Bruxelles)

4 février 2019

D: Bienvenue, bienvenue dans cet auditoire. Nous allons commencer cette partie face au panel. La session, donc, de débat face aux acteurs. Le panel est composé aujourd'hui de quatre acteurs, nous avons Magalie Plovie, de Ecole, Gilles Verstraeten de la N-Va, Hannelore Goeman du sp.a, et nous avons Stéphanie Dhaenens, de Inter-Environnement Bruxelles. Ce que nous allons faire, c'est poser les questions que vous avez préparées au panel. Et ce que l'on va faire précisément c'est prendre d'abord quatre questions sur le débat "réseau 5G" [Inaudible, l'enregistreur est déplacé.] les réponses des acteurs, auxquelles vous pourrez à nouveau réagir. Ensuite on ira vers l'autre débat. Oui? OK.

Qui veut, dans l'atelier 1, poser la première question sur la 5G? 5G?

[Quelques secondes de flottement. Un élève se lève, applaudissements]

D: OK, merci. Un peu de calme.

E (nl): Est-ce que les normes d'émissions des ondes sont respectées? Comment sont-elles choisies, et comment peut-on les contrôler?

D: Court et efficace, merci. Qui, dans l'atelier 2, a préparé une question?

E (nl): Saviez-vous qu'il y a trop peu de recherches sur les effets des ondes électromagnétiques? En tant que politiques, seriez-vous disposés à soutenir la recherche scientifique à ce sujet, notamment sur le plan financier?

D: Une bonne question. Atelier 3?

E (fr): Donc, euh. Du coup, selon-vous, l'électrohypersensibilité, donc c'est un fait, en Suède c'est reconnu comme une maladie. Et pourquoi pas chez nous?

[Applaudissements dus au côté "provoque" de la formulation de la question]

D: OK. Et maintenant atelier 4.

E (fr): OK donc nous on a une question: quelles sont vos propositions pour concilier autant la santé que l'économie en mettant en place la 5G?

D: Merci bien, OK. Je vais maintenant demander au panel de répondre à chacune des questions. Mais essayez de garder les réponses relativement courtes, il y a encore trois tours de questions. Si vous êtes trop long je devrais vous interrompre, rien de personnel bien sûr. All right, qui veut commencer? M. Verstraeten.

GV: Oui. Je vais entamer, donc. [rires, raison inconnue] Donc, la première questions: les normes sont-elles respectées et comment les contrôler? Alors les normes sont bien sûr contrôlées, avec un certain nombre de méthodes, tout un dispositif en fait. Et les normes varient bien sûr surtout en fonction de la position de antennes-relais. Alors avant de placer une antenne, on vérifie les lieux et on prend des relevés. Si je veux placer une antenne, en tant qu'opérateur télécom, je dois

être sûr que cette antenne ne va pas provoquer un dépassement de la norme. Est-ce que les normes sont toujours respectées, bah,... Euh, je ne peux en fait donner qu'un seul exemple précis où les normes ont été véritablement dépassées. Lors des attaques qui eurent lieu à Bruxelles, à Zaventem et dans le métro Maalbeek, les opérateurs ont augmenté la puissance des antennes au-dessus du seuil, parce qu'un très grand nombre de gens se sont mis à envoyer des sms, à appeler, etc, et donc le réseau saturait et on ne pouvait même plus contacter les numéros d'urgence. Un des opérateurs, en l'occurrence Base, a donc pu dans ce cas précis augmenter les émissions de ses antennes, pour s'assurer que plus de coups de fils et de sms puissent passer afin d'avoir une communication plus fluide. Après cela, lorsque la situation s'est normalisée, la Région Bruxelloise a prévu une autorisation de dépassement des normes qui sont normalement valides dans certains cas précis et sur un très court terme.

Est-ce qu'il y a trop peu de recherches sur le sujet des ondes? Euh, cela fait maintenant déjà 20 ans que des études sur les ondes électromagnétiques existent et sont commandées. Des études sur les ondes des antennes, des GSM, des radios, des ordinateurs, toutes sortes d'appareil électroniques. Selon le consensus scientifique, il n'y a pas d'effets, ou seulement des effets négligeables, des ondes électromagnétiques sur la santé. Est-ce que nous à la Région devons financièrement soutenir ce type de recherche? Je n'en suis pas convaincu. Je ne pense vraiment pas. Donc la question 3 (fr) l'électrosensibilité c'est établi que c'est une maladie, non je ne dirais pas ça. Parce que, bon. (nl) Parce que nous avons un grand nombre d'instances officielles à travers le monde, parmi lesquelles l'OMS qui dit que nous manquons de preuves. La American Council Associatie, qui est indépendante et ne dépend pas du gouvernement, hein, dit également qu'il n'y a pas de raison évidente permettant de contredire ça. Il y a donc également un consensus scientifique. Ce que j'ai découvert de manière assez claire lors de ma préparation est que lorsque vous googlez électrohypersensibilité les premiers résultats sont pas très fiables, et n'ont souvent pas de crédit scientifiques à ce niveau-là. Et il faut aller jusqu'à la deuxième page de résultat pour trouver des pages qui partent d'un point de vue scientifique ou de sources officielles, et qui n'ont pas d'agenda. Je ne peux pas répondre à la question pourquoi la Suède a décidé de la reconnaître comme maladie, mais à moins que je ne me trompe il s'agit de l'unique pays au monde à l'avoir fait. Donc pour le moment il me semble que l'on ne peut pas vraiment se prononcer tant que ce ne sera pas prouvé. Mais je ne peux bien sûr pas moi-même présenter de sources scientifiques qui contredisent les sources disponibles pour le moment. Pour la dernière question, je ne suis [inaudible, l'enregistreur est déplacé] l'équilibre entre économie et santé, à propos des ondes et de la 5G, ce que l'on fait pour le moment à Bruxelles c'est de remonter les normes de 6V/m, la norme précédente, vers ce qui est le minimum pour implanter la 5G. Bruxelles a la norme la plus stricte du monde, bien plus restrictive que ce que recommande l'OMS. L'OMS qui a donc donné un seuil jusqu'auquel il n'y a pas de danger pour la santé. En Flandre la norme était de 21V/m, par exemple. A Bruxelles nous allons donc monter la norme à 14V/m, ce qui est le minimum absolu pour la 5g et est donc probablement encore trop peu. Mais quand la 6G va arriver, on aura de nouveau une conversation à ce sujet, comme à chaque fois. Parce que les normes à Bruxelles sont si extrêmes que l'on devra très probablement les augmenter encore. Et nous atteindrons sans doute le niveau de la Flandre, qui est encore moins, euh, plus stricte, plutôt, qu'en Wallonie où la norme est calculée par Antenne, mais il n'y a pas de norme cumulative. Donc tu peux

virtuellement entasser les antennes côtes à côtes, et en Wallonie ça ne pose pas de problème. Donc,...

D: OK, désolé, j'ai peur que vous ne soyez en train de déborder. Voilà. (fr) Madame Plovie, est-ce que vous voulez répondre?

MP: Je voulais en peu me... Alors. Voilà, en effet, la question des 5G et des ondes de manière générale, elle est toujours un peu cette question d'équilibre entre la santé et l'économie ou en tout cas l'évolution que notre société fait, euh, ou veut nous imposer à faire. Donc c'est compliqué évidemment. Je veux dire, voilà, on a tous... Donc, on va pas se mentir non plus et faire semblant qu'on utilise pas, qu'on ne veut pas l'utiliser. Parce que contre on ne va pas non plus se mentir que ça peut poser clairement des problèmes en termes de santé. Et par rapport à l'EHS, ça pose cette question tant pour le téléphone que pour d'autres débats qu'on a eu au Parlement justement par rapport aux compteurs communicants, que vous avez dû entendre plutôt sous le vocable de compteurs "intelligents", c'est à dire encore des ondes pour transmettre des informations. Et donc le problème en fait c'est qu'on a une multitude en fait de machines, qui font des ondes, et c'est cette superposition, je veux dire si vous n'aviez qu'un élément ça pourrait passer tant que c'est dans des niveaux acceptables. Le problème c'est qu'on est au contraire bombardés par de multiples multitudes d'ondes. Et c'est ça qui pose problème, et c'est là qu'on sera vraiment très vigilant. Je ne suis pas du tout d'accord avec mon prédécesseur par rapport aux normes à poser. Je pense qu'il est très très important d'avoir des normes sévères, qui n'empêchent pas, j'veux dire, on a tous notre GSM donc voilà. Et au contraire, qui protègent notre santé? Et c'est vraiment important que l'on puisse et une des intervenantes qui a posé la question, moi je pense qu'elle a tout à fait raison et qu'il faudrait beaucoup plus d'études, que ce soit sur l'EHS, que ce soit sur les ondes, ou de manière plus générale sur la santé environnementale. Donc c'est à dire le lien entre l'environnement et les problèmes d'environnement et la santé. La qualité de l'air c'est exactement la même chose. J'ai été à Lille au début de ce mois-ci, par rapport à la qualité de l'air, et les spécialistes disaient eux-mêmes qu'ils manquaient des études par rapport à ces liens entre les développements ou les problèmes pollution et les différents types de pollution, et notre santé. Donc je pense au contraire qu'on doit faire beaucoup plus d'étude, qu'on doit être vigilant, et que pour l'instant en tout cas on n'a rien sur la table au niveau du Parlement par rapport à la 5G, mais que clairement il faut suivre d'autres pays comme l'Allemagne, par exemple et les Pays-Bas, ont clairement dit "d'accord, on arrête avec la 3G. On arrête les superpositions." Il faut en effet d'autre type d'antennes. Des plus petites antennes, permettent d'avoir un moins fort, enfin. C'est mieux pour la santé, que de grosses antennes qui vont bazarder des ondes très importantes. La 3G si on passe à la 4G et à la 5G on a plus besoin de la 3G? De la 2G on a encore besoin, pas de la 3G. Et donc, voilà. L'évolution est de ce fait petit à petit, et en effet en faisant attention à la santé, et en, je dirais en se, en ayant des études beaucoup plus approfondies, pour que l'on puisse appliquer à tous moment le principe de précaution, que ce soit ici sur la 5G, ou par rapport à d'autres problématiques comme les compteurs communiquant, qu'on a bloqué en juin, donc au moment où on a adopté l'ordonnance. En tout cas on ne l'a pas complètement arrêté mais on a essayé d'avoir un phasage qui soit justement étape par étape, et avec un consortium de scientifiques qui puissent suivre cet élément-là. Et donc vraiment je pense qu'il ne faut pas se

leurrer, y aura des évolutions qui doivent se faire mais toujours en prenant en compte, plus que jamais, la santé de tout le monde, des habitants.

[Applaudissements]

D: Merci Mme Plovie. OK. Hannelore?

HG: Bonjour tout le monde. Pour la préparation de ce matin j'ai fait un peu de lecture et posé quelques questions. J'ai notamment [compréhension difficile, bruit]. Et la réponse était clairement non, car malgré tout ce qu'on peut dire il y a encore une inquiétude des gens, c'était le cas pour la 3G, la 4G, maintenant la 5G. Peut-être que c'est inoffensif mais si on est vraiment honnête on est pas rassuré non plus à l'idée que l'on a une antenne sur le toit de son propre appart. Et je trouve important que nous, en tant que politiques, quand on réfléchit à ce genre de questions, bon, je suis une politique mais je ne suis pas une scientifique, et la vérité c'est qu'en effet il apparaît qu'il n'y a pas de recherches qui démontrent clairement que ces ondes sont dangereuses. Mais je pense que l'inquiétude, enfin, on doit la comprendre, que ce n'est pas si facile pour les gens qui vont devoir subir ça et qui sont inquiets. C'est aussi notre rôle en tant que politiques. Après, je sais qu'on l'a déjà dit, mais c'est vrai, Bruxelles a la norme la plus sévère au monde par rapport aux ondes. Et je trouve ça important que l'on ait ce débat et ces réflexions pas à pas. C'est peut-être délicat, mais il faut à chaque évolution technique, de 3g à 4g, et maintenant à 5g, se poser la question de savoir si on élève cette norme pour mettre en place cette nouvelle technique. Mais je trouve que c'est en fait une bonne chose. A chaque nouvelle étape de nouvelles études seront apparues afin de comprendre comment toutes ces ondes interagissent et nous impactent, de manière à ce qu'on ait une garantie claire que l'on ne met pas en danger la santé. Et je pense que ce débat on doit continuer de le porter, notamment en finançant effectivement des études sur le sujet, et pourquoi pas d'avoir ce débat ensemble. C'est assez dommage que dans notre pays ce genre de question soit séparées entre Flandre, Wallonie, Bruxelles et le fédéral, alors que l'on pourrait travailler tous ensemble, ce qui serait plus efficace pour par exemple mesurer les risques éventuels sur la santé. Quand on sera certain, on pourra à chaque étape déterminer où on met l'équilibre entre l'économie et l'environnement, la santé.

D: Merci.

[Applaudissements]

D: Madame Dhaenens?

SD: Bonjour à tous. Alors, moi je suis chargée de mission à Inter-Environnement Bruxelles, donc c'est une association qui fédère des comités de quartier, des groupes d'habitants, des collectifs, et qui porte leurs intérêts à agir par rapport au cadre de vie et au milieu, à l'environnement. Donc, euh, voilà, vous ne devez pas voter pour moi. [rires de la salle]. Je vais donc surtout répondre par rapport aux choses qui m'interpellent et qui concernent euh, qui sont aussi les questions que nous adressent énormément d'habitants de la Région. Alors, euh, évidemment j'ai quelques remarques quant aux impacts sanitaires des rayonnements électromagnétiques. Ici on en a parlé, et on

évoque que ceux qui sont en fait des impacts thermiques. C'est de ça qu'on parle, c'est à dire l'effet peau, chaleur, tout ça. Et c'est de ces effets dont on parle quand on dit les normes de l'OMS ou les respecte parce que ici à Bruxelles les normes sont vachement plus sévères que celles de l'OMS. Je ne sais pas si l'OMS, les normes qu'elle a édictée en 1999 euh, peuvent être encore rediscutées aujourd'hui mais ça en vaudrait la peine parce que les technologies ont tellement évoluées. Et il faut aussi comprendre que à chaque nouvelle technologie c'est chaque fois une nouvelle forme d'onde qui est générée, et qui vient se superposer. Donc, je densifie un peu le débat parce que c'est des questions assez techniques mais ces questions elles sont issues de nos pratiques donc il faut pouvoir en parler. Et là où les gens disent "oui, mais il n'y a pas que les effets thermiques" parce que 41.5V/m en gros on dit voilà vous pouvez pas dépasser ce type de raisonnement parce que, bon, voilà, aussi non vous risquer d'être cuit, hein, c'est l'effet micro-onde. Quand on met un chat dans un micro-onde il cuit, hein. [rires] Mais en fait y a des effets biologiques, qui sont des effets biologiques qui sont absolument pas pris en considération dans les études qui sont réalisées aujourd'hui sur les impacts des rayonnements électromagnétiques. Pour autant, et là aussi on est quand même dans des sociétés un peu schizophréniques, euh, un des bras armés de l'OMS a quand même placé les champs électromagnétiques dans "probablement cancérigène". Ça veut dire qu'ils l'ont classé comme une maladie de catégorie 2b. Donc on a ce tiraillement qui moi me fait dire, et à mes collègues également, qu'il n'y a pas de consensus scientifique aujourd'hui sur les effets sanitaires. Donc, euh, voilà je ne suis pas d'accord avec le monsieur précédemment, de la même manière que... Il n'y a pas de consensus dans la recherche et y a énormément de recherches qui sont produites par des scientifiques qui ne sont pas aujourd'hui reconnus parce qu'ils ne font pas partie des comités d'experts, euh, qui peuvent appuyer le déploiement des technologies de la communication. Et ça c'est un autre point sur lequel je souhaite insister, c'est qu'il y a des comités d'experts, à Bruxelles aussi y en a. Y en a un qui a même été coulé dans la loi sur la 4G, donc la fameuse loi qui en 2014 a permis d'abaisser, enfin, d'assouplir les normes donc on est passé de 3V à 6V/m, pourquoi? Pour permettre le déploiement de la technologie 4G. OK? Donc ça c'est y a quatre ans. Maintenant on veut de nouveau abaisser, euh, assouplir les normes pour permettre le déploiement de la technologie 5G. Et y a forcément des intérêts économiques en jeu qui sont monstrueux, et donc qu'est ce qu'il se passe? Il ne faut pas non plus se leurrer, il y a ce qu'on appelle du noyautage, des conflits d'intérêt, où forcément le lobby des industries va essayer de placer ses pions dans ces comités d'experts. Y a beaucoup de preuves qui l'attestent en ce compris dans ce fameux comité d'experts sur les impacts des euh, ondes non-ionisantes. [bruits] Voilà. Donc euh, de la même manière par rapport à l'EHS, effectivement qui est reconnue dans certains pays scandinaves, euh. Ici en fait elle n'est pas le fait de zozos qui seraient probablement dérangés psychologiquement parce que à chaque fois qu'ils voient une antenne ils disent "ouille ouille j'ai mal à la tête je sais plus dormir"/ Non, la vraie question sociétale qu'il faut se poser c'est "est ce que ces personnes souffrent et sont les sentinelles d'une souffrance qui risque d'arriver à tous têt ou tard. Et donc de vraiment proposer une recherche par rapport à l'EHS. Y a énormément de groupes scientifiques qui travaillent là-dessus, y a une grosse recherche en Belgique actuellement sur le sujet, et ce qui est important c'est de voir quelle pratique tu mets à l'œuvre pour questionner ce type de maladie. Si on n'entend pas les premiers, c'est à dire ceux qui en souffrent, pour mettre au point des pratique sou des questionnements scientifiques qui pourraient avérer de leur souffrance, alors forcément on va rester sur la crête du partage des eaux et on aura toujours un débat un peu bipolaire,

comme ça, pas très intéressant. Euh, voilà. et donc par rapport à l'EHS ce qui est intéressant, ce qui se passe ici à Bruxelles, mais comme dans d'autres pays, c'est qu'il y a des associations de patients. Parce que comme les gens ne sont pas reconnus comme étant malades, ben finalement ils commencent à en parler entre eux, ils s'associent, ils fondent et ils agglutinent des savoirs ensemble pour essayer de faire valoir une maladie. Y a quand même une proposition dans ce sens au Sénat en Belgique. Donc y a aussi des gens qui parmi la classe politique se questionnent sur l'EHS et l'électrosensibilité en général, parce que nous sommes tous peu ou prou impactés par les ondes, mais nous ne sommes pas égaux face à la maladie.

[Applaudissements]

D: OK, merci. Voilà. Nous allons donc passer maintenant à l'autre thème, c'est à dire la transition écologique. On va donc prendre le premier tour de question des ateliers 5, 6, 7 et 8. Qui veut poser la première question dans l'atelier 5? (fr) Atelier 5?

E (fr): Bonjour, j'suis de l'institut Sainte-Marie de Saint-Gilles. Ma question c'est "Est-ce que le mouvement que les jeunes font en ce moment, avec leur révolution etc, ça va vraiment amener un changement ou bien c'est un mouvement éphémère?"

D (fr): Merci. Atelier, euh, 6. (nl) Atelier 6?

E (nl): Que faites-vous personnellement comme gestes écologiques, pour lutter contre les changements climatiques?

D: OK, atelier 7?

E (fr): Donc, je viens de l'Athénée Charles Janssens de Bruxelles, et ma question est: "pourquoi les mesures de la transition écologique pèsent-elles surtout sur la population et non sur les grosses entreprises?"

[Applaudissements et cris de soutien]

D: Merci, groupe atelier 8, maintenant?

E (fr): Bonjour. Moi ma question va plutôt directement au représentant de la N-Va. Dans vos programmes vous parlez souvent des problèmes d'immigration, et euh, tout ça. Vous ne prenez pas trop à cœur les problèmes d'écologie, en tout cas c'est ce que, euh, on a l'impression en tous cas. Je me demandais si vous aviez pensé aux milliers d'immigrés climatiques qu'il y aurait dans quelques années, je ne sais pas exactement combien, et donc si vous n'avez pas l'impression de reporter le problème à plus tard en ne vous y attaquant pas.

[Applaudissement et cris de soutien prolongés.]

D: Merci bien. Un peu de calme. Du calme s'il vous plait. [Le calme est difficile à ramener. La N-Va n'est pas le parti le plus apprécié des élèves, en tout cas francophones, et une question aussi piquante les a bien stimulés.] Voilà. Je vais peut-être d'abord demander une réponse peut-être à Madame Plovie. (fr) Si vous voulez, c'est à vous.

MP: Alors. Par quoi commencer? C'est vraiment des bonnes questions. Pour poser la question de ce qu'on fait personnellement, je vais peut-être commencer par celles-là, parce que les autres découlent sans doute un petit peu de ça. Je peux déjà vous expliquer ce que je fais. Je n'ai d'abord pas de voiture, je suis venue en transports en commun. [Brouhaha et cris de soutien des élèves]. Je fais attention à l'énergie que j'utilise, je fais attention à mon alimentation, etc, etc. De dire, voilà, c'est une manière aussi de dire, et c'est clair, le comportement c'est quelque chose qui évolue. On prend conscience petit à petit des choses. Par exemple moi j'ai eu du mal à me lancer dans un compost parce que j'avais peur que je n'allais pas y arriver, que ça allait sentir mauvais, et que j'allais avoir des rats etc., puis j'ai une amie qui m'a dit, "bah si jamais il y a un problème je viendrai t'aider, je me suis lancée et maintenant j'imagine même plus de vivre sans compost. Evidemment j'ai un petit jardin mais, évidemment pour ceux qui n'ont pas de jardin c'est plus compliqué. Et donc c'était une évolution qui se fait je pense aussi petit à petit. Maintenant je suis d'accord aussi avec l'autre remarque, par rapport à la responsabilité personnelle. C'est à dire que c'est clair que y a des changements de comportement qui doivent être fait. Mais ces changements ils doivent être soutenus par les politiciens et par des mesures globales. Que ce soit pour les, enfin, pour les soutenir, en fait. Et en effet l'effort ne doit pas être fait que par les citoyens mais aussi de manière globale par les entreprises, les grosses industries, vous le disiez. On a encore dit la semaine passée le lien entre les grosses industries agro-alimentaires et l'impact sur le climat ET sur l'obésité, donc la santé. Donc évidemment on ne peut pas compter que sur les comportement des personnes, et au contraire on doit vraiment avoir une vision très globale de la société, et c'est d'ailleurs,... Vous avez utilisé le bon terme, c'est ça la transition! C'est de changer globalement, dans tous les secteurs de la société. Et pas uniquement dans certains secteurs, où on va simplement avancer sur par exemple la mobilité, ou sur un autre élément. Alors on sait qu'on doit faire de gros efforts, des gros changements et que ces changements ont des impacts sur d'autres secteurs. Et donc vraiment il faut qu'on ait un plan, global, une vision claire et cohérente pour qu'on avance. Et c'est un changement qui est radical. Et on voit en effet certains qui ne veulent pas ce changement. Et donc, la première question, c'est que nous on est là, on est prêts, on a des mesures, on est ambitieux, on veut faire du changement, radical et à tous les niveaux. Mais si on n'est pas soutenus par les citoyens c'est compliqué. Or les mobilisations que l'on a maintenant, que ce soit les 70.000 personnes à la manif, ou tous les jeudis par les jeunes, c'est hyper important. Ce n'est que comme ça qu'on y arrivera. C'est par une mobilisation de l'ensemble des citoyens, et des politiciens qui sont ambitieux et motivés, qu'on arrivera à faire le changement qui est nécessaire. Donc vraiment continuez.

[Applaudissements]

D: OK. Et maintenant peut-être que Hannelore peut prendre la parole?

HG: Alors je vais d'abord répondre à la première question, je pense qu'en effet les politiques doivent montrer le bon exemple. Je n'ai donc pas non plus de voiture, je suis même venu en vélo aujourd'hui. En effet je pense qu'à Bruxelles c'est le meilleur moyen de se déplacer. Pour être tout à fait honnête je trouve qu'à Bruxelles s'est beaucoup trop stressant de conduire sa voiture, il y a trop de monde. Pour moi par exemple on doit donc encourager la fin du déplacement individuel en voiture. Le chacun-sa-voiture produit énormément de pollution, et prend une place folle. Il ya plus de surface prévue pour les voitures que pour les gens, et les autres modes de déplacement. Sinon j'essaye personnellement chaque année de prendre une résolution écologique différente. Par exemple l'année passée j'ai décidé d'arrêter d'utiliser des sacs en plastiques, et j'essaye quand je vais dans les Delhaize ou Colruyt d'utiliser des sacs réutilisables. Et cette année j'ai décidé quelque chose de plus "dur", je ne m'autorise plus à sortir qu'une seule fois par an du territoire. C'est super facile de faire un city-trip, mais on oublie je trouve les conséquences sur le climat. Mais laissez-moi quand même être très claire: je ne crois pas que l'on pourra résoudre les problèmes que l'on a actuellement vis à vis du climat en effectuant uniquement des gestes individuels. Oui, c'est une bonne chose que tout le monde en fasse un peu, mais je trouve que nous devons surtout chercher des solutions collectives aux problèmes climatiques. Et à ce niveau les étudiants ont entraîné du mouvement chez les politiques, qui sont souvent têtus. Ce que l'on a besoin aujourd'hui c'est un grand changement de notre système économique. Et je me demande personnellement pourquoi on essaye de viser les gens et pas les industries. Parce qu'aujourd'hui 2/3, deux tiers des émissions de CO2 sont causées par seulement 90 multinationales. Donc quand on regarde ça on se dit qu'il faut vraiment vite mettre en marche un changement économique. Et donc ça veut surtout dire deux choses: premièrement arrêtons de subsidier la pollution, ce qui peut être compliqué. En Belgique on a donné des subsides insensés à des industries qui polluent. C'est le cas [inaudible] Donc stopper les subsides pour les pollueurs. Et ensuite préparer et baliser une transition juste, donc préparer une commission climat, encourager l'économie circulaire et la mettre au centre de notre stratégie. Mais, et c'est aussi très important pour mon parti: on doit aussi s'assurer que la transition ne laisse personne en dehors, hein. On a un peu peur que l'on prenne des mesures trop sévères, qui laisseraient des gens dans la difficulté. Si on décide par exemple de brutalement fermer certaines industries, on aura des gens qui vont perdre leur travail et ce n'est pas le but du tout. L'idéal se serait donc de mettre en place des incitants à l'éducation à ces sujets, et à l'encouragement d'une nouvelle économie. Ce n'est vraiment pas une question évidente, mais vous êtes la nouvelle génération, et donc continuez à aller marcher dans la rue. Never underestimate the power of the youths. Les jeunes sont le moteur de changement plus important, plus verts, pensez à la Marche Blanche, ce sont souvent les jeunes qui amènent du changement dans les pensées politiques. Dites-vous que ce que vous faites aujourd'hui a permis de pousser les politiques à l'action et ils ont bien compris que le future est à notre porte. Vous êtes la nouvelle génération, vous avez le droit d'être scandalisés et inquiets. Et les politiques savent que vous êtes les électeurs de demain, et donc continuez, parce qu'il est clair que vous avez la possibilité de changer la direction prise politiquement.

[Applaudissements]

D: Merci. Stephanie Dhaenens?

SD: Bon, évidemment c'est vrai que ces questionnements, cette hyper responsabilisation individuelle, où [inaudible] les vertus individuelles devraient être la réponse au macro-vice systémique, je ne sais pas si ça vous parle, mais pour moi ça s'appelle du libéralisme éthique. Euh, y a plusieurs exemples qui jalonnent nos sociétés industrielles, hein, parce que à chaque développement industriel, on prend l'exemple des sociétés, enfin, des mines de charbon. Ben le charbon pour accepter que ce monde devait changer, qu'on devait diluer moins de polluants dans l'atmosphère, il a fallu des batailles, et beaucoup de morts, pour attester qu'effectivement les particules et les poussières générées par l'industrie du charbon tuaient et impactaient la santé des être humains. Et donc en fait par rapport à cette euh. Moi ce qui m'intéresse davantage que la transition écologique, parce que transition écologique et 5G c'est un peu le grand écart. De quelle transition on parle? Est-ce qu'on parle d'une transition énergétique, où est-ce qu'en fait pour répondre à l'exigence de la sortie des énergies fossiles il faut plus utiliser de, justement de charbon, y a encore pas mal d'entreprises notamment en Angleterre, qui fonctionne au charbon, au pétrole, etc. Ben alors on avait trouvé une solution qui était le développement numérique, la société numérique. Mais alors là y a une grosse question qui se pose c'est qu'effectivement, notre transition ou en tout cas le développement de cette nouvelle, ce nouveau créneau économique engendre d'autres pollutions. Du coup ce qui m'intéresse dans cette question c'est plus la question de l'écologie politique. A savoir c'est donc de replacer l'humain dans son milieu non plus comme un gestionnaire mais comme faisant partie, euh, d'un milieu, un système, où il est en interaction avec le vivant. Parce qu'on est toujours en train de parler de l'Homme, de l'Homme, mais en fait c'est une vue très anthropomorphique des choses qui le met trop peu en relation avec ce qui l'entoure, en fait. Il est gestionnaire, mais, tôt ou tard on sera presque gestionnaire de rien quand on voit les, l'effondrement de la biodiversité etc. Et donc c'est aussi de penser notre rapport au vivant, dans ce qui nous importe, sans doute nous tous et vous davantage, parce que vous êtes plus jeunes que nous. Ce n'est pas simplement de préserver le vivant, mais c'est d'engendrer le vivant. Donc voilà, je vous dit c'est une question d'écologie politique, hein. Et donc de la même façon quand on parle de cette transition écologique où le numérique viendrait nous sauver ben en fait pour répondre à cette écologie-là on est en train de piller de métaux rares, euh, de faire des extractions à grande échelles très très loin de nous, parce que forcément depuis les années, 80 l'Europe a [inaudible] contraignantes qu'on a dû exporter nos pollutions dans d'autres parties du globe, et en plus ça tombait bien parce que la main d'œuvre était nettement moins chère là-bas. Donc en fait tous ces métaux rares, qui sont utiles à cette transition écologique, hein, pour avoir des véhicules électriques, des panneaux solaires, etc, consomme énormément de métaux rares. Donc ce qui se passe en fait c'est qu'on remplace une pollution par une autre. C'est pour ça que ça me fait rire un peu "transition écologique", mais je force le trait un peu, évidemment. Donc notre dépendance à d'autres matières premières est une réelle question aussi. C'est ça que je voulais amener. Et il faut y penser, et il faut surtout penser au fait qu'en gros c'est pas seulement une transition énergétique mais quelque chose qui a trait à un changement dans comportement. Qui ne sont pas individuels, enfin, ils sont forcément individuels mais il faut que ce soit systémique, c'est à dire qu'on doit tous moins consommer, mais pas juste nous en tant qu'individu, c'est organique, c'est sociétal. Et en gros l'injonction c'est quoi? C'est notre économie et tous les intérêts qui circulent qui nous poussent à hauteur du Mont Blanc, et on nous demande d'être à 10 cm du sol pour que ce soit vivable pour tout le monde. Et

que ce ne soit pas le gros crash. Et donc je pense qu'il faut faire super attention, quand vous êtes dans la rue et qu'il y a plein de groupes qui essaient de vous récupérer, et pas que des politiques d'ailleurs. Des grosses associations, et tout. C'est veiller à ne pas se faire récupérer par des politiques sparadrap, je vais donner un exemple. Dans les années 70, les autorités américaines ont été amenées par le monde des limonadiers, donc coca etc, à abandonner le système de la consigne, donc on ramenait la bouteille, et le remplacer par le tri. Donc la selection des déchets à été voulue, mise en place et orchestrée par l'industrie. Donc ça a l'air d'un acte assez environnemental aujourd'hui, que de trier. Mais en fait on n'a pas pensé le tri dans la chaine de production. Donc, on produit toujours autant de merde, et il en sort toujours autant. Voilà.

[Applaudissements prolongés.]

D: Merci. Pour finir ce tour M. Vertsraeten.

GV: Oui, alors, je vais peut-être un peu commencer avec une autre question que la première qui a été posée. Est-ce que ça va changer quelque chose que les jeunes aillent marcher dans la rue? Et en oui, je peux déjà dire que cela a déjà changé quelque chose, et nous devons finalement tous réaliser que ce débat à été amené au-dessus de la pile par les jeunes. Ça faisait un très long temps que nous n'avions pas eu un débat sérieux, réfléchi, sur la manière dont nous devrions régler la problématique climatique. Et ça on le doit à tous les jeunes qui ont marché et protesté. Et comme l'a dit ma collègue, ce n'est pas si surprenant que cela vienne des jeunes, c'est souvent les jeunes qui bougent les premiers. Qu'est-ce que je fais, moi-même, comme geste écologiques? Tout d'abord je n'ai pas de voiture non plus. Je fais tout à Bruxelles à pieds ou avec les transports en commun. Je prends l'avion maximum deux fois par an quand c'est impossible de se déplacer en train. Chez moi je fais de petits gestes. Je recycle, religieusement, je fais attention à des douche courtes, je chauffe la maison le moins possible. Mais au final, donc je fais un peu comme mes collègues ici, hein. Au final je dois dire que le climat ne va pas se remettre tout seul si on fait tous un petit geste quotidien. Ce qui ne représente qu'une toute petite partie de la pollution. Par contre l'industrie est responsable d'une grosse part de la production énergétique, et de la pollution. Donc si on essaye tous de faire quelque chose il faut réaliser que la Belgique représente au total % des émissions de CO2 dans le monde. En autre mots on ne pèse pas lourd. L'Europe toute ensemble on est à environ 10%. Les USA c'est 25%. La Chine et l'Inde ensemble on est à 1/3 des émissions. Ça vous donne une idée du poids de la problématique. On n'y arrivera pas tous seuls en Belgique, pas seuls en Europe. Donc je suis d'accord que l'on doit effectuer une transition écologique, vis-à-vis des énergies neutres en CO2 par exemple. Transition écologique à faire en réfléchissant, pas la peine de remplacer le pétrole par du gaz de schiste, par exemple. Parce qu'on doit responsabiliser davantage l'industrie. Doit-on supprimer les subsides énormes que l'on donne à ces entreprises polluantes? Bien sûr, c'est tout à fait absurde. Et effectivement nous encourageons en quelque sorte la pollution, et ça doit s'arrêter. Mais encore ce geste-là seul n'est pas suffisant. Une des questions importantes que l'on se pose, c'est comment garder notre niveau de vie et de confort actuel tout en effectuant la transition écologique. Parce que la transition a aussi des coûts. On doit comprendre que les coûts tombent toujours sur les mêmes gens? Ca n'a pas de sens de faire payer des gens qui ont déjà du mal à boucler la fin du mois. En fait on ne ferait que renforcer le problème. Il faut donc faire très attention à qui porte le poids de tous ces couts? Sur plein d'autres problématiques cette question revient. Les premières victimes de ces

décisions seront effectivement les plus démunis. Donc je trouve que l'on doit aussi faire attention à maintenir notre croissance économique, pour donner à la population une perspective positive. Mais la croissance économique passera donc par des innovations technologiques plus écolo. Comment allons-nous maintenir un niveau de technologie bon marché et de qualité, comment allons-nous maintenir un bon niveau de vie? Si on dit comme ça "vous ne pouvez plus utiliser telle technologie", on aura des problèmes, et il faut donc y réfléchir correctement. Donc ce que l'on peut faire de plus efficace selon moi c'est lié vraiment à investir dans des innovations technologiques qui vont accompagner cette transition.

D: Attention au temps, M. Verstraeten

GV: Oui. Donc il y a en plus la question qui m'a été posée directement. A propos d'immigration je pense. Bien, alors. Ce que je suis forcé de dire c'est que nous avons une proportion assez importante de gens qui viennent jusqu'ici en tant que réfugiés, disons d'Afrique, qui n'ont pas la nécessité de quitter leur pays pour "fuir" jusque chez nous. Donc je pense que cette question me chipote un peu dans les deux sens en fait. L'idée que nous ne posons pas dans notre programme de décisions sur l'écologie est fautive. En fait la N-VA est l'un des partis qui a posé cette problématique dans son programme en Belgique.

[rires des autres panélistes]

Donc dire que l'on ne prête aucune attention à ces questions est en fait simplement faux. Ça a été le cas au début, et ça n'est pas différent maintenant. Cette problématique est au sommet des préoccupations de notre parti. Peut-être que l'on n'est pas assez radical pour certaines personnes, je crois que j'ai expliqué pour quoi en partie, mais mon parti a des discussions fréquentes sur ce sujet.

D: OK, merci. OK, on va je pense faire un tour de question supplémentaire, donc les secondes questions de chacun des ateliers. Atelier 1? (fr) Atelier 1, deuxième question?
[Brouhaha prolongé.]

D: OK

E (fr): Bonjour, je viens de l'Athénée Royal de Koekelberg. J'ai une question, c'est: "pouvez-vous nous dire s'il existe d'autres alternatives pour faire évoluer Bruxelles sans développer la 5G?"

D: Atelier 2?

E (fr): Bonjour, je viens de l'Athénée Royal de Koekelberg. Je voulais juste vous demander concrètement le projet technologique de la 5G, quel est son but d'un point de vue économique?

D: Atelier 3, s'il vous plaît? (fr) Troisième atelier? (nl) Non? Bon, atelier 4, alors.

E (fr): Donc euh, bonjour. Voilà, la ministre de l'écologie a répondu aux mobilisations par des coach climats. Qui sont eux-même en fait les asbl qui prennent part à ce projet sont reliés à des grosses entreprises polluantes, et j'aimerais demander comment on peut faire confiance à une politique qui ne respecte pas ses propres engagements?

[Applaudissements, cris de soutiens, brouhaha prolongé]

D: Bien, vous pouvez répéter la question, on n'a pas bien entendu ici en bas?

E: Oui, donc la réponse de la Ministre de l'Ecologie par rapport à nos manifestations, ce projet de coach est eux-même relié à des grosses entreprises polluantes. Donc c'est un peu contradictoire, alors comment est-ce que nous on peut faire confiance à une politique qui ne respecte pas ses propres engagements?

[Brouhaha]

D: Du calme, s'il vous plait. (fr) silence, merci! Je vais vous demander de garder vos réponses courtes et précises, on n'a vraiment plus beaucoup de temps. On va commencer peut-être avec Hannelore.

HG: OK, hum. Je vais commencer avec la question de l'atelier 2, hein. Quel est le but de la 5G? Je vais essayer de répondre à la question facilement. En vérité la 5G représente surtout une perspective intéressante pour les opérateurs télécom. Et je pense qu'un bon nombre de citoyens va profiter de la 5G. Parce que ce sera effectivement plus facile, plus rapide de regarder des vidéos, etc. On compte beaucoup sur les gsm, les smartphones, pour rendre nos vies plus agréables. Si on veut donc un monitoring de la santé des gens par des app, des voitures intelligentes, etc, on aura besoin de réseau performant, mais ça ne peut jamais, jamais se faire au détriment de la santé, bien sûr. On est de plus en plus dépendant de nos smartphones, et je pense que ça va donc ajouter du confort pour tout le monde. La question de l'évolution de la ville sans la 5G, oui. C'est une question très très large, bien sûr. Je pense qu'on peut faire évoluer la ville d'un grand nombre de manière. Mais par exemple à propos du débat climatique je pense que on n'a pas besoin de ça pour créer une mobilité alternative, réviser nos transports en commun, refinancer des couloirs à vélo, etc. On peut aussi changer la manière dont on gère la ville, par exemple isoler les bâtiments plus efficacement, réfléchir au social et aux logements sociaux, tout ça. Parce que pour le moment on n'encourage pas les gens à isoler. L'isolation est remboursée par les économies que l'on fait chaque mois. On a des idées très concrètes sur la manière dont on peut faire évoluer la ville de Bruxelles, et certainement vers plus de considérations écologiques. Ensuite pour l'atelier 4, alors, oui. C'est un peu le monde à l'envers de voir ça, bien sûr. Je pense que l'on peut aujourd'hui se passer de ce monde-là, cet entre-deux, et que les politiques peuvent se baser uniquement sur des données ou des raisonnements scientifiques, et pas des réflexions qui viennent d'un monde industriel. Merci.

[Applaudissements]

D: Stéphanie?

SD: Alors, tout à l'heure j'ai parlé beaucoup parce que je n'étais pas certaine que j'aurai plus de temps. Donc je vais faire court. Alors, le but de la 5G à part les intérêts économiques? Alors ça c'est vraiment une question, hah, euh. Est-ce que certains d'entre-vous ont vu un magnifique reportage RTL-TVI, parfois ils font les choses bien.

[Rires surpris]

C'était un super micro-trottoir, où ils ont interrogé toutes les générations. Et en fait cette question revenait tout le temps, quoi? Mais pour quoi faire, la 4G vient d'être développée, et y a encore plein de gens qui n'y ont pas accès, n'ont pas les technologies ou n'ont pas investi dedans. Et voilà que la 5G débarque. Donc c'est quand même un gros délire technocratique, quand même, cette ville fantasmée où les objets seront interconnectés. Et alors ça pose quand même des questions. La seule que j'ai moi envie d'amener ici concerne ce que l'on appelle la gouvernamentalité algorithmique. C'est à dire qu'il faudra faire très attention dès lors que ça va s'imposer, et on sait que les choses s'imposent. Je regardais le nombre de tickets achetés en ligne par exemple, à la SNCF c'est 40%. Donc de plus en plus de gens recourent effectivement à l'utilisation du numérique. Pour faire des achats, ou se déplacer. Qui sait encore lire une carte IGN. Donc l'Institut Géographique National, pas la banque, hein. Soit. Donc ce qui est intéressant c'est de savoir comment on pourra encore être des sujets agissants et pensants dans la ville? Bon, je dis ville parce qu'on est à Bruxelles. Et donc c'est ça qu'il faut avoir à l'esprit. Lorsque tout sera connecté et qu'on sera téléguidés dans la ville, comment faire encore valoir notre intérêt, dire notre avis, et avoir des savoirs suffisants que pour faire valoir ce qui importe? Parce que cette ville interconnectée et nombre d'objets connectés, c'est faramineux, ben c'est aussi l'érosion de savoirs. Par rapport à la confiance politique ben je ne sais pas si par exemple la jeune femme qui posait la question, là, pensait au fait que les jeunes dans la rue sont effectivement récupérés par des mouvements, notamment des ONG etc., c'est à ça que je faisais allusion. Y a une grosse campagne qui a été lancée demain et qui s'appelle Sign 4 my future. Et c'est effectivement une collusion entre des associations, des ONG et des industriels. Voilà.

D: OK, merci. Je donne la parole à... oui, M. Verstraeten.

GV: Est-ce qu'il y a des alternatives pour faire évoluer Bruxelles sans la 5G? C'est bien sûr une question très large, il existe de multiples choses possibles pour développer Bruxelles, de pleins de manières, sociales, économiques, etc. Mais sur un point de vue technologique, si on décide de ne pas mettre en place la 5G, on va sans doute passer à côté de choses. Je pense que comme Hannelore l'a dit la technologie est utilisée tous les jours par plein de monde. Certainement dans le secteur des telecom et des technologies, qui en ont besoin pour de multiples tâches. Et ça signifie au final des avancées possibles d'un point de vue économique. Disons que Bruxelles ne met pas en place la 5G, mais bien Paris, Amsterdam, Berlin et Londres. Alors vous pouvez être sûr que nous allons perdre des possibilités de développement économique et technologie qui sont pour le moment à Bruxelles. Et l'idée que le développement économique est faisable sans suivre ces avancées est un peu naïve, parce que le développement économique est aussi une occasion pour les jeunes d'augmenter leur bien-être. Le taux de chômage des jeunes à Bruxelles est très haut, si on refuse à ces gens de rentrer dans un nouveau domaine, on va leur refuser un beau

futur. Donc je pense que suivre ces avancées technologiques est important. Le développement économique ne va pas "contre" les gens. C'est une manière erronée d'envisager l'économie, je pense. Ce n'est pas juste pour faire plus d'argent. Ce que je peux dire sur la dernière question. Oui. Ce qui n'est pas toujours compris parfaitement je pense, c'est qu'il y a des associations, des liens entre des industries, et le politique. C'est un des leviers essentiels de la démocratie, je pense. Car nous trois ici à table nous ne sommes pas des experts, dans toutes les matières et les subtilités que nous rencontrons. Nous ne sommes pas des professeurs de telle ou telle science. Nous recevons en fait énormément d'information de la part des industries. Quand on veut prendre une décision, une direction particulière, c'est important d'avoir un autre groupe qui puisse venir et dire "eh oh, attention, si vous faites ça, ça va avoir un impact négatif sur ceci ou cela." Donc peut-on tout baser sur de la recherche scientifique? Je pense que c'est assez difficile. Sur pas mal de matières il n'existe pas un corpus clair et compréhensif de recherches scientifiques. Je suis un très grand avocat en politique de la conversation avec les acteurs économiques, avec les ONG, avec les citoyens et habitants, avec les comités de directions, etc, afin de rassembler un maximum d'information. Et de prendre sur base de cela des décisions éclairées. Parfois il nous faut prendre des décisions que certaines personnes n'apprécient pas et ils le disent. Ça fait je pense partie du processus démocratique.

D: Merci.

[Applaudissements]

MP: Oui, et donc mes collègues ont répondu, je pense, pas mal par rapport à la 3G, et je pense que ce qui est important c'est de pouvoir faire le lien... La 5G, pardon. Pouvoir faire le lien avec la question de l'autre, hein. Cette question-là pour moi c'est exactement la question de la transition. Comment on va faire cette transition. Et en effet pour l'instant le numérique est très fort mis en avant. Et je pense que c'est une vraie question de savoir jusqu'où on veut que ce numérique prenne de la place? Est-ce que c'est vraiment si important que ça si on n'a pas d'évolution sans le numérique? En sachant que comme ma collègue le disait tout à l'heure, le numérique et son évolution il est clairement lié à des matières premières que l'on va chercher aujourd'hui dans des conditions absolument affreuses et inacceptables, c'est clair. Donc est-ce qu'on veut poursuivre ce genre de choses? Alors y a des alternatives qui existent, mais la deuxième chose c'est jusque quand on va pouvoir le faire? Pousser la transition avec le numérique pose et repose la question des matières premières. Et donc je trouve qu'en fait la question de la transition et de la croissance, elles se posent, et la 5G n'est qu'un élément dans toute cette réflexion: est-ce qu'on veut, alors j'entends qu'on parle de prospérité. Alors je vous invite à lire un livre extrêmement intéressant qui parle de prospérité sans croissance. Et c'est vraiment toute l'économie qu'on doit revoir. Une économie circulaire, de circuits courts, qui doit être notre base. Notre base actuellement c'est une économie basée sur la croissance d'une manière et avec un rythme effréné, et qui pose vraiment la question des limites de notre société. On ne pourra pas poursuivre de cette manière-là. Et donc moi je trouve que la 5G c'est évidemment le renvoi de toute cette question-là de consommation, de croissance. Nos indicateurs économiques sont basés uniquement sur la croissance, pas sur la santé des gens. Pas sur le niveau de bien-être, ou le niveau d'éducation. Et donc vous avez des professeurs d'université qui sont en train, enfin, qui développent, ce n'est pas neuf, des indicateurs alternatifs. Pour qu'on ne soit pas que dans cette

course à la croissance et à la consommation. Et sur la remarque par rapport aux lobbies, alors en effet, y a des lobbies de toutes sortes. Et je pense qu'il faut faire une grande transparence sur l'impact des lobbies sur les politiciens. C'est d'ailleurs dans ce sens-là que l'Europe a décidé d'aller puisqu'ils ont décidé de faire une transparence par rapport aux lobbies. Donc quand les parlementaires rencontrent les lobbies ils doivent faire transparence pour qu'on sache les contacts, les liens qui se développent. Moi je pense qu'une transition ne peut pas se faire sans aussi une réforme en profondeur, de la démocratie. Et c'est vraiment la question que vous posez. Il y a la question des lobbies et de la transparence, mais il y a aussi la question de quel rôle les citoyens vont avoir dans la transition. Et cette démocratie, actuellement elle est purement représentative, et n'a ses limites. Ce ne va plus. Et donc on doit changer la démocratie pour qu'elle soit plus directe. Pour que les gens, les citoyens, puissent participer aux prises de décisions. Pas simplement au choix des participants. Et au final c'est les politiques qui décident. C'est de pouvoir décider avec les gens. Et ça vous avez Barcelone, Madrid, Grenoble, en Islande, on a de multiples villes et pays qui ont décidé de se lancer dans la transition, mais d'une autre manière. Justement avec la population dans la prise de décision. Et c'est ça que vous dites. Quand vous dites "oui, les lobbies", y a des scientifiques, enfin, c'est très technocrate, hein. Les plus compétents etc. vont prendre la décision. On doit, en effet, avoir des scientifiques, des experts, qui indiquent, mais la décision, la démocratie ce n'est pas la démocratie de l'expert. C'est la démocratie où après c'est nous qui décidons, avec nos objectifs. Et donc ça c'est entre nos mains. Et moi je voudrais vraiment que notre démocratie puisse se réorienter vers d'autres choses, où la population a plus de place dans la prise de décision.

[Applaudissements]

D: Merci. OK, on va donc passer au dernier tour de question, le tout dernier. Ceux qui ont une question levez-vous

E (fr): Bonjour. Ma question c'est par rapport aux transports en commun. Est-ce que les transports en commun et la gratuité ne sont pas une solution socialement acceptable, et quels sens seraient les obstacles? Merci.

D: (fr) Une autre question?

E (nl): Est-ce que les mesures qui visent à réduire les émissions de CO2 risquent d'être financièrement endossées par les moins riches, ou est-ce possible de faire contribuer davantage les plus nantis?

D: Est-ce qu'on a encore une question? Sur la transition?

E (fr): Donc je vais un peu revenir sur les normes dont vous avez parlé, sur quelle base les critères ont été mis en place?

D: (fr) tu peux répéter?

E: En fait c'est par rapport aux normes de la 5G, mises en place ici en Belgique, ma question était sur quelle base, enfin, sur quel critère on s'est basé pour mettre en place ces normes?

[Chuchotements, puis applaudissements polis]

D: Bien, on va retourner vers le panel. Encore une fois je vais vous demander de garder vos réponses courtes, parce que l'on n'a pas tant de temps. Mme Dhaenens, vous voulez commencer?

SD: Alors je ne sais pas trop, on est un peu dans le désordre donc je vais d'abord répondre à la question de la 5G, je pense. Sur quels critères? Premièrement, ce que je voulais souligner c'est que chaque état-membre de l'Union Européenne doit avoir une ville porte-drapeau de la 5G, et donc d'en faire une ville qui va développer préférentiellement la 5G. Et là c'est après de nombreuses tergiversations, des rapports de force, ben c'est Bruxelles qui in fine a décroché la médaille. Et alors qu'est-ce qu'il se passe? Parce que c'est vraiment très intéressant de regarder comment ça se décide, et on revient aux questions démocratiques, que je trouvais très bien posées par Magali. Alors, c'est qu'en fait y a des négociations qui s'opèrent entre les opérateurs et le gouvernement, en l'occurrence le gouvernement Vervoort, et puis ils décident fin janvier 2018 quand tout le monde est en vacances, est surtout que les activistes sont loin, ils signent un protocole d'accord avec les trois opérateurs nationaux, et c'est une feuille de route. Ça dit bon, voilà, on va développer ça comme ça, mettre telle norme... Mais voilà, on avait quand même un souci, parce qu'on prétend que les réseaux 2g, 3g, 4g, sont saturés et que donc ils faut imaginer un développement qui puissent rehausser le seuil, et c'est pas suffisant pour développer la 5G. Alors ce qu'il se passe c'est que la ministre de l'environnement elle pose des balises, elle dit ok, je fais super gaffe à ce que je vais dire, et je vais mandater le régulateur fédéral, qui est l'IPPT, pour mener une étude 1 sur l'effective saturation des réseaux, et 2 sur la norme qu'il faut mettre en place pour déployer la 5G à Bruxelles. Et donc c'est comme ça. L'IPPT dit voilà il faut 14,5V en extérieur et en intérieur 9. Ce qui est largement en deçà que les normes de l'OMS. C'est assez technique mais c'est super intéressant, hein, mais vraiment. C'est très intéressant comme sujet. Et donc les critères en fait c'est qu'ici le 14.5 c'est pour permettre un premier développement. En 2020. Parce qu'en plus ce n'est pas totalement au point. Ils ne savent pas trop comment faire, encore. Donc ce sera plus pour 2020. Par contre ils ont déjà établi les fréquences du spectre qui va être mis aux enchères par l'état pour les opérateurs, ça rapporte des milliards. Et donc, euh, c'est super important, mais les critères c'est en premier le déploiement, et ensuite l'IPPT? je vous invite à lire leur rapport, il est très facile à lire. C'est qu'en en gros c'est quand même mieux qu'on aille jusque 41.5, ainsi on ne serait pas trop tracassé par les développements, dans le futur. Donc on a une norme aujourd'hui, qui satisfait la ministre de l'environnement et le gouvernement en général pour un premier déploiement de la 5G.

D: OK, merci.

GV: Euh, oui. Je vais d'abord parler de 5G moi aussi. Je dois réagir par rapport à ce que disais Hannelore sur la 5G. Je sais que vous ne seriez pas prête à avoir une antenne sur votre toit, moi bien. Parce qu'il est maintenant très clair scientifiquement qu'il n'y a simplement pas d'impacts sur la santé. La norme à Bruxelles a été augmentée à 14.5V/m, et figurez-vous que c'est toujours la norme la plus stricte au monde. En Flandre on est à 20, en Italie 20, à Paris 41.5; Et il y a des

études claires qui démontrent que l'on ne voit aucun lien avec le cancer, ou avec un autre problème de santé. Donc je crois que c'est un peu le problème que l'on a avec beaucoup de choses. Si on ne fait plus confiance à la science dans ce cas-là, pourquoi dans d'autres cas bien? Si on croit que tout est dangereux on ne va plus sortir de nos maisons. Et ce serait dommage de se priver de développements possibles à cause de cette peur. Dans ce cas précis il y a assez d'études qui ont fait l'analyse des antennes, des ondes, des gsm, etc. Et désolé, il n'y a pas de preuves concluantes qui montrent un danger. Voilà pour ce sujet. Pour le climat est-ce que la question des transports en commun est une des solutions? Oui, absolument! Sans l'ombre d'un doute. Dans une ville comme celle-ci, au-delà du climat la qualité de l'air dans Bruxelles... Nous devons laisser la voiture aux portes de la ville. Mais la seule manière de faire ça, c'est à travers des alternatives satisfaisantes. En premier les transports en commun. Dans cette ville il n'y a pas partout de services corrects, notamment métro. Et c'est l'une des meilleures manières de déplacer des quantités énormes de gens rapidement dans la ville. Mais on doit aussi parler bien sûr des transports en commun en dehors de la ville, qui permettent de se rendre jusque et de rentrer depuis Bruxelles. La SNCB, et les gares de train, qui sont parfois peu utilisées ou en mauvais état,... Il y a eu une discussion avec le directeur de la STIB qui demandait à ce que des transports stib puissent se déplacer sur le réseau SNCB entre les gares bruxelloises. Ça n'a pas marché, mais il y a des choses envisageables, et des initiatives intéressantes. Comment diminuer le CO2 sans augmenter la pauvreté? Je ne suis pas qu'un bruxellois, je ne suis pas qu'un flamand, pas qu'un belge, je suis un habitant du monde. Et la question se pose: où est-ce que les coûts vont tomber? Car le problème est que je peux dire "voilà, le coût tombe sur les industries, et les producteurs d'énergie. Je suis d'accord que le principe du pollueur-payeur est assez évident. Mais ce qu'il faut réaliser c'est que le pollueur payeur est par exemple un producteur d'énergie, ou une entreprise qui fait des smartphones. C'est très très polluant aussi, ça. Au plus on taxe ces industries, au plus vous consommateurs payez au final le prix. Vous, moi, tout le monde. Si on augmente les taxes des producteurs d'énergie, cela va se refléter sur vos factures. Si on calcule une taxe carbone pour les fabricants de smartphone, je vous garantis que votre iPhone coûtera bien plus cher. Et pour les gens qui sont confortablement installés dans la classe moyenne, ça va être un peu moins confortable. Pour les plus riches ça ira sans problème. Mais les gens qui vont vraiment avoir des difficultés ce seront celles qui ont déjà actuellement du mal à boucler les fins de mois avec les factures d'électricité etc. Sur ce sujet je pense que l'on doit être plus confiant dans les innovations, parce que ce que l'on fait aujourd'hui avec la même quantité de matière qu'il y a trente ans est incroyable, et ça va continuer à s'améliorer.

D: Je pense que vous avez eu assez de temps, merci.

GV: C'était ma conclusion, justement.

D: Parfait. Merci.

[Applaudissements]

MP: Oui. Moi j'ai envie en effet de plus me pencher sur les inégalités, sur le côté justice sociale. Donc avant d'être parlementaire je travaillais au service de lutte contre la pauvreté. C'est pour ça que je vais me concentrer maintenant sur cette question-là et c'est vrai qu'on l'a peu abordée. Il

n'y a pas de justice climatique sans justice sociale, on ne fera pas de transition si on n'est pas juste avec tout le monde. Tout le monde doit faire cette transition. Or actuellement les inégalités sont énormes. Et on parlait du CO2, les inégalités justement par rapport à la santé, et au cadre de vie, elle est énorme. Je ne sais pas si vous avez déjà entendu à Bruxelles on parle d'un croissant pauvre? De la pauvreté. C'est autour du canal, on a déterminé qu'il y avait là les personnes les plus pauvres, qui vivaient parfois dans des conditions extrêmement difficile. En terme de pollution, leurs quartiers sont les plus marqués. En terme de logement, ça ne va pas, en terme d'espace vert, pour avoir un poumon d'air pour pouvoir mieux respirer, vous savez, hein, c'est les espaces, la verdurisation de Bruxelles qui est un des éléments pour diminuer le CO2. Et donc on voit dans les quartiers les plus pauvres que les conditions sont désastreuses. Et donc on voit que ce que l'on peut mettre en place peut avoir une attention je pourrais dire privilégiée, pour les plus fragiles. Pourquoi? Ben parce que quand vous touchez les plus fragiles vous êtes sûr de protéger tout le monde. Et donc avoir cette attention particulière on est sûr que voilà, tout le monde pourra être bien. Et donc il y a une concentration de mesures à prendre, et donc c'est clair. Et c'est vraiment un vrai investissement. Maintenant, si on ne veut pas d'inégalité, ben il faut arrêter d'exclure les gens du chômage, il faut arrêter d'exclure les plus vulnérables du système de sécu. Je veux dire, c'est ça aussi, la transition. Il faut qu'elle se base sur des mesures sociales très fortes, or on voit vraiment un recul à ce niveau-là. Et alors juste pour terminer les transports en commun. Ben n'ayant jamais eu de voiture effectivement à Bruxelles les transports en commun me semblent vraiment fondamental. Il faut évidemment les développer d'une manière plus importante, alors moi je crois qu'il n'y a vraiment pas que le métro. Aujourd'hui il y a une urgence. Une urgence climatique. Donc qu'est-ce qu'il nous faut? Des solutions, assez rapidement. Des trams, des bus, Ecolo propose un REB, c'est à dire des véhicules que l'on va mettre sur les rails uniquement au niveau de Bruxelles et qui peuvent passer entre 35 gares au niveau de Bruxelles. Moi je prends le train à Forest-est vers Bruxelles-Central, c'est 10 min. Rien ne va plus vite que ce train, donc c'est une manière rapide de connecter différent lieux de Bruxelles. Là il y a vraiment un vrai travail à faire, et ça n'avance pas, vraiment. On ne va pas assez vite. Donc euh. Et pour la gratuité je pense qu'en effet on peut avoir un focus de gratuité par rapport aux personnes les plus précaires, par exemple. Des études montrent que la gratuité ne permet pas à certains d'arrêter de prendre la voiture, et de passer aux transports en commun. Et donc nous on dit que ce qui est payé par le patronat, donc puisque quand on travail on peut avoir un abonnement. C'est aussi une intervention très importante qu'il ne faut pas arrêter. Parce que si on met en place la gratuité ces abonnements ce sera plus payé par les patrons. Ce sera payé par qui? Ben la population bruxelloise, et donc encore les précarisés. Et donc on n'a pas de problème sur la question de la gratuité, on a par exemple un programme sur la manière dont on va financer les transports publics. Et ça doit rester en effet par les entreprises et par les patrons. Voilà.

[Applaudissements et sifflements.]

D: Voilà, merci. Il ne reste que quelques minutes, Hannelore.

HG: Merci. Je vais commencer par citer un politique colombien, qui disais ceci: [en anglais] "Un pays développé ce n'est pas un pays où les pauvres ont des voitures, c'est un pays où les riches utilisent les transports publics." Et je pense que c'est une chose importante à garder en tête, même à Bruxelles. Je pense qu'investir dans les transports en commun est un choix politique qui

devrait être tout à fait évident. En disant on a dépense 5.2 milliards dans les transports publics à Bruxelles. Métro, nouveau tram, réinvestissement dans le réseau de bus, etc.

[Bruit important, inaudible]

... la transition depuis la voiture pour tous vers les transports en commun. Il faut donc s'assurer que ces transports soient abordables financièrement, et jusqu'ici on voit bien que les tarifs augmentent sans penser aux conséquences sur les utilisateurs. D'ailleurs la STIB constate qu'il y a des pics de fraude à chaque changement de tarif, puis que la fréquentation diminue un peu. Ce n'est pas pour rien, hein. Et si on compare avec la Flandre les tarifs correspondent mieux avec la qualité du service, il y a plus de lignes, et tout fonctionne mieux, la fréquentation augmente. Donc c'est certain que des choix politiques pourront encourager l'utilisation des transports publics. Gratuits? Oui, on doit absolument méditer sur cette question. Les politiques doivent se poser la question. Mais est-il possible ou même envieux de réaliser cela concrètement pour tout le monde. Si c'est pour que les impôts deviennent hors de prix ça ne vaut pas le coup non plus.

[Inaudible].

C'est une réflexion à avoir sur la répartition, est-ce qu'on aide les plus démunis et qu'on garde les tarifs abordables, ou est-ce que l'on rend gratuit pour tous? Pas si simple, mais il faut renforcer l'attrait des transports bruxellois. Je ne pense pas que je suis pour une gratuité totale, mais en tout cas des tarifs mieux étudiés, peut-être différenciés, je ne sais pas, et surtout un service plus qualitatif. En ce qui concerne le poids des politiques environnementales, je fais, moi, partie du parti socialiste. Donc chez nous on est bien sûr très occupé avec ce sujet-là aussi, et c'est sûr qu'on ne veut pas laisser de gens sur le carreau. La transition est très importante pourvue qu'elle soit juste, et équitable. Ce que l'on ne peut pas faire c'est laisser le poids de ces mesures tomber sur les épaules de consommateurs fragiles, comme disait M. Verstraeten. On ne devrait pas augmenter les contraintes sur qui que ce soit, mais en même temps on doit tous participer. Et donc oui, il y a des principes comme pollueur-payeur que l'on pourrait mettre en place, mais avec des mécanismes d'ajustement pour que ce qui le peuvent endossent plus de responsabilités.

[Brouhaha prolongé.] Plutôt que de taxer les autos pour tout le monde, par exemple, on pourrait mettre à disposition ou encourager les voitures partagées, dont le coût serait moindre qu'une voiture, et moins de pollution aussi. En ce qui concerne l'énergie il y a beaucoup d'économies que chacun peut réaliser. Maintenant à ce niveau le dialogue avec mes collègues est parfois fermé, mais on voit quand même des changements qui apparaissent.

D: OK, désolé mais je dois vous interrompre.

HG: Aïe. Bon, dans tous les cas, je pense...

[applaudissements, le reste est inaudible.]

D remercie le panel, les élèves, et les enseignants.

[Fin]